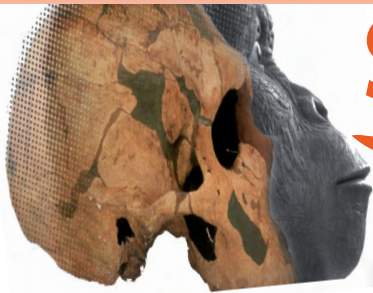




**Développement du secteur industriel :  
Une future collaboration entre le groupe  
professionnel des industriels et  
l'unité d'action syndicale. P.6**

**Guinée Bissau : Après  
la crise le pays cherche  
du soutien. P.3**

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,  
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



# Sciences-Campus Info

*Science - Politique - Education - Société - Economie*

Quotidien n°85 du jeudi 14 juillet 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- Jobs Campus. P.11
- Activités du Gouvernement. P.7

## Formation

# Sortie de la 4ème promotion des Officiers sapeur-pompiers De nouvelles compétences pour secourir les populations

Région du Centre



Rémise de diplômes aux Officiers.

Vingt-deux (22) Officiers sapeurs-pompiers viennent de sortir de l'Institut supérieur d'éducation et de protection civile (ISEPC).

Admis à cet institut le 15 février 2016, ils ont été formés pendant cinq mois sur les responsabilités opérationnelles et tactiques dans le domaine de la protection civile.

Et pour marquer la fin de leur formation, une cérémonie de sortie de promotion a été organisée le mardi 12 juillet 2016 au sein de l'institut à Ouagadougou.

Suite page 2.



## Formation

Suite page 1.



Officiers formés à l'ISEPC.

Ils sont au total vingt-deux (22) stagiaires en provenance de 14 pays d'Afrique à recevoir leur diplôme de fin de formation. Ces stagiaires issus de la quatrième promotion de la formation initiale des officiers sapeurs-pompiers sont dorénavant aptes à participer à la protection des populations, à la sauvegarde de leur bien et de l'environnement dans leur pays respectifs et partout où le devoir les appellera. Cette aptitude, ils l'ont acquise durant une formation de cinq mois qui a porté sur des modules certificatifs. Au titre desquels, des modules de formation aux

pe, le module Chef d'Agrès Premier Secours, le module de chef de garde d'incendie et celui de prévention. Ces différents modules ont permis de former les stagiaires sur de nombreuses techniques de lutte contre les incendies, les gestes de secourisme, les interventions en milieu périlleux suite à l'effondrement d'un immeuble, à l'éboulement d'une mine ou à une inondation, et les interventions liées aux matières dangereuses radioactifs, biologiques ou chimiques.

A l'issue de l'examen final, les sta-

de 100% avec pour plus forte moyenne 16,58/20 et la plus faible moyenne est de 11,29/20.

Selon le directeur général de l'ISEPC, cette formation a permis aux stagiaires de quitter leur statut d'officier de permanence sapeur-pompier, pour endosser désormais le costume d'officier de protection civile hors classe. Selon lui, ils sont aptes et hautement qualifiés et vont contribuer à la réalisation de l'un des objectifs qu'ils se sont fixés à l'ISEPC « la constitution d'un socle propice à l'émergence d'une capacité régionale d'intervention en cas de catastrophe majeure dans l'un des pays bénéficiaires ».

L'ISEPC est créé officiellement en 2013 par la volonté commune des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) avec l'appui de la coopération française. C'est un institut sous régional qui vise à répondre aux besoins des populations en matière de protection civile. Depuis quatre ans, il a déjà formé plus de cinq cent soixante-dix-huit (578) stagiaires de 22 pays africains.

Valentin YOUMANLI pour SCI



Le Ministre d'Etat Simon Compaoré a marqué de sa présence la sortie de promotion des Officiers Sapeurs-pompiers.

activités de premier secours en équi- giaires ont réalisé un taux de réussite



# Guinée Bissau

## Après la crise le pays cherche du soutien

Région du Centre



S.E.M Cheicke Hadjibou SOUMARE, Président de la Commission de l'UEMOA.



S.E.M Baciro DJA, Premier ministre de la Guinée Bissau.

**La Guinée Bissau demande le soutien de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.**

Le mardi 12 juillet 2016, une délégation du gouvernement guinéen conduite par le Premier ministre, Baciro DJA s'est rendue au siège de l'Union à Ouagadougou afin de rencontrer le président de la commission. Au menu, une séance de travail sur les mesures prises pour l'accélération des réformes, projets et programmes de l'UEMOA en Guinée Bissau.

Après sa nomination à la tête de l'exécutif Bissau Guinéen qui ramène progressivement le calme dans ce pays, le Premier ministre Baciro DJA entame une tournée de visite aux pays et organisations partenaires de son pays. Cette tournée l'a conduit le mardi 12 juillet 2016 au siège de la commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) à Ouagadougou. Il devrait y rencontrer le président de la commission, Cheicke Adjibou SOUMARE. Cette rencontre, demandée par le gouvernement Bis-

sau guinéen a pour objectif, la demande de l'accompagnement technique et financier de la commission, pour le renforcement institutionnel en Guinée Bissau, après la crise qui a fragilisé tous les domaines vitaux du pays.

Selon le Premier ministre guinéen, le contexte économique de son pays a beaucoup souffert de cette crise. « La croissance économique initialement projeté à 5,8% en début de l'année 2016 a été revue à la baisse et pourrait se situer à environ 4,8% en raison de la quasi-stagnation de l'économie durant plus de trois mois » se résigne-t-il. Il poursuit que le total des ressources nécessaires pour couvrir les besoins dans les cent (100) prochains jours sont estimées à un peu plus de 6 milliards de francs CFA.

C'est au regard donc de l'urgence de ces besoins, que le gouvernement bissau-guinéen sollicite le soutien de la commission de l'Union.

En effet, pour le président de la commission, le devoir de solidarité aux

Etats membres, qui est l'un des principes fondamentaux de l'Union fait que le cri de cœur de ce pays doit être entendu. Ainsi, la commission va débloquer un portefeuille pour soutenir le pays. A cet effet, le chef du gouvernement bissau-guinéen et le président de la commission de l'UEMOA ont signé une convention relative au programme d'urgence en matière de renforcement de capacité dans le pays.

La Guinée Bissau, ex-colonie du Portugal est le dernier née des pays membres de l'UEMOA. Elle a connu plusieurs coups-d'Etat réussis ou avortés depuis son indépendance en 1974. Ces coups-d'Etats ont occasionné des difficultés de gouvernance au sommet de ses institutions républicaines. Cependant avec la formation du nouveau gouvernement, le calme revient progressivement dans le pays.

Valentin YOUMANLI pour SCI



## **ISC-BOBO**

### **Ecole Supérieure des Sciences et Technologies**

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en  
1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> année dans les filières suivantes :*

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
  - Infrastructures Hydrauliques
  - Eau et Assainissement
  - Génie Electrique et Energétique
  - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
  - Banque
  - Microfinance
  - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
  - Système d'Informations et Réseaux
  - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
  - Gestion et Organisation des Entreprises
  - Gestion des Projets
  - Gestion des ONG
  - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
  - Marketing
  - Transport logistique
  - Finance-Comptabilité
  - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1<sup>er</sup> et  
2<sup>ème</sup> étage*

*01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01*

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20*

*00 26 / Email : [isc@iscbobo.com](mailto:isc@iscbobo.com) / Site WEB : [www.iscbobo.com](http://www.iscbobo.com)*



# Journée Internationale de la Population L'adolescente au cœur des préoccupations

Région du Centre



Selon la secrétaire d'Etat auprès du ministre en charge de l'économie, chargé de l'aménagement du territoire, Pauline Zouré, « la population est le pilier du développement »

**Le Burkina-Faso, à l'image de la communauté internationale a commémoré le lundi 11 juillet 2016 la Journée mondiale de la population. Cette 27ème édition s'est placée sous le thème : " investir dans les adolescentes ". L'objectif général de la commémoration de cette journée est d'attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale sur les opportunités et les nombreux défis liés à la croissance démographique accélérée auxquels beaucoup de pays font face.**

Selon la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du développement chargé de l'aménagement du territoire, Pauline Zouré, l'intérêt de cette journée est « d'assurer la veille ». Elle est l'occasion pour le gouvernement de se pencher sur les questions de population et de proposer des solutions adéquates. A cet effet, au titre de cette année, « le challenge le plus important est le recensement général de la population et de l'habitat qui va nous permettre de pouvoir adapter nos politiques et nos suivis d'évaluations aux préoccupations de la population », a-t-elle ajouté.

Pour le ministre de l'économie, des finances et du développement, Rosine Coulibaly, les adolescentes sont confrontées à plus de défis que leurs homologues masculins. Elle a indiqué qu'elles sont l'objet de violation de toutes sortes dans leur univers familial et cela constituait une entrave à leur épanouissement. Elles sont contraintes à des mariages forcés et sujettes aux grossesses précoces. De l'avis du ministre en charge du développement, le thème de la Journée mondiale de la population « nous interpelle à promouvoir une éducation saine et orientée vers l'emploi pour les adolescentes car les opportunités et les choix donnés à ces filles durant l'adolescence leur permettront d'aborder l'âge adulte en tant que citoyennes autonomes et actives ».

Selon la direction générale de l'économie et de la planification, la vie des adolescentes est constituée par une sexualité et une fécondité précoces. En témoignent les statistiques de 2014 où les adolescentes représentaient 23% des femmes en âge de procréer (15-49 ans). A cela s'ajoute les résultats de l'enquête multisectorielle qui révélaient que 3.5% des adolescentes ont eu leurs premiers rapports sexuels avant l'âge de 15 ans. Par ailleurs, des efforts restent à consentir pour l'accès des adolescentes à l'enseignement post-primaire et secondaire car « il reste un maillon faible du système éducatif burkinabè ».

A entendre la représentante des adolescentes, Espérance Kaboré, cette journée est très significative pour elles. « Elle est l'occasion pour nous d'interpeller le gouvernement afin qu'il se penche sur les problèmes que vivent les adolescentes et nous aide à avoir les mêmes droits que les garçons », a-t-elle indiqué. Elle a ajouté qu'elles étaient confrontées à des grossesses

dont les pères refusaient la paternité et des infections sexuellement transmissibles (IST) qu'elles se faisaient retransmettre par leur partenaire sexuel. Pour la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du développement chargé de l'aménagement du territoire, l'investissement qu'implique le thème de cette 27ème édition doit se faire à plusieurs niveaux. Il s'agit entre autre d'investir sur le plan éducatif notamment scolaire, dans la communication, la sensibilisation, sur le plan sanitaire afin de leur donner les moyens de se réaliser. De ses propos, la jeunesse est au cœur des priorités du gouvernement. Et beaucoup d'actions sont mises en œuvre afin de pouvoir répondre à leur besoin et leur permettre de s'affirmer. La commémoration de la Journée mondiale de la population se déroulera du 1er au 31 juillet 2016 à Ouagadougou et dans les autres régions du Burkina Faso. La direction générale de l'économie et de la planification ainsi que ses partenaires organisent une série d'activités pour la cause à l'endroit des leaders religieux et coutumiers, autorités administratives, cadres des administrations publiques, élèves des lycées et collèges, étudiants, jeunes du secteur informel... Parmi ces activités, on peut citer les activités de sensibilisation (émissions radio, causerie-débat, théâtres forum), des activités récréatives (match de football, jeux radiophonique)... Il est à noter que du 11 au 13 juillet, l'Association burkinabè pour le bien-être familial (ABBF) et l'ONG Marie Stoppe International vont organiser des journées de consultation gratuite de planification familiale pour les adolescentes.

**Bernadette DEMBELE pour SCI**



# Développement du secteur industriel Une future collaboration entre le groupement professionnel des industriels et l'unité d'action syndicale

Région du Centre



« Le renforcement du dialogue et du partenariat entre les acteurs sociaux permettra d'accroître la création de richesses, d'emplois et de recettes fiscales » a indiqué le président du GIP, Mamady Sanoh

**Le Groupement des industriels du Burkina Faso a rencontré l'Unité d'action syndicale (UAS) le mardi 12 juillet 2016 à Ouagadougou conformément à ses intérêts de dialogue avec les acteurs sociaux et partenaires de l'industrie.**

Pour le président du Groupement professionnel des industriels (GIP), Mamady Sanoh, cette rencontre est une visite de courtoisie à leurs partenaires sociaux que sont les centrales syndicales. Ce fut l'occasion pour le groupement de se présenter à l'UAS et d'envisager tisser un partenariat fructueux avec leur hôte car, ayant des préoccupations communes. « Nous avons été très honorés et très heureux d'avoir



Pour le président du mois des centrales syndicales, Guy Olivier Ouédraogo, le partenariat entre le GPI et les syndicats est une proposition à l'étude et je pense que nous aurons des résultats probants dans quelques semaines .

été reçu par le président du mois et sa délégation de l'UAS », a indiqué Mamady Sanoh. De ses propos, le plus important pour le groupement est d'établir un dialogue qui lui permettra d'avoir un cadre de concertation permanent entre les organisations syndicales et toutes les grandes industries du Burkina.

Plusieurs sujets ont été à l'ordre du jour et, parmi lesquels, les difficultés auxquelles sont confrontées les industries du Burkina. Il s'agit entre autre de la fraude, la pression fiscale, les problèmes de coûts de facteurs de production... Selon Mamady Sanoh, « il faut vraiment être téméraire pour

investir dans l'industrie au Burkina ». Cette initiative du GIP est bien appréciée par l'UAS. A entendre le président du mois des Centrales syndicales, par ailleurs secrétaire général de la Confédération syndicale burkinabè, Guy Olivier Ouédraogo, à l'issue des échanges avec le GPI, l'UAS a apporté son soutien à l'organisation professionnelle afin de trouver des solutions à certains problèmes. Cependant, les syndicats ont exigé du groupement « le respect des libertés syndicales au sein des entreprises qu'ils jugent extrêmement importantes et l'application du concept du travail décent au sein des entreprises ».

Pour ce premier contact, les deux organismes ont pu remarquer qu'ils avaient des points de convergence sur lesquels ils pouvaient travailler de pair. « Et des points de divergence que nous pouvons travailler à aplanir », a conclu Guy Olivier Ouédraogo.

En rappel, le groupement professionnel des industriels est « l'une des plus anciennes organisations industrielles du Burkina ». Il regroupe les plus grandes unités industrielles du Burkina. Au nombre de trente-sept (37), ces unités de production sont basées à Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et dans d'autres villes du Burkina. L'unité d'action syndicale, quant à elle, regroupe les Centrales syndicales et les Syndicats autonomes.

Bernadette DEMBELE pour SCI

## EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:

[www.jobs-campus.com](http://www.jobs-campus.com)





## Activités du gouvernement

# Les Burkinabè vivant au Niger exposent leurs préoccupations au Président du Faso

Niger



Photo de famille: le Président du Faso et la délégation des ressortissants burkinabè vivant au Niger.

**Peu après son arrivée à Niamey pour participer au sommet du Conseil de l'Entente, le Président du Faso S.E.M. Roch Marc Christian KABORE a rencontré la communauté burkinabè vivant au Niger le dimanche 10 juillet 2016.**

A cette rencontre avec le chef de l'Etat, c'est le président de l'Association des Burkinabè du Niger (ABN), Monsieur Etienne OUOBA qui a été le premier à prendre la parole. Il a, au nom de toute la communauté, remercié le Président du Faso pour avoir accepté rencontrer les burkinabè vivant au Niger malgré un calendrier très chargé.

Il a ensuite félicité le chef de l'Etat pour sa brillante élection à la tête de l'Etat burkinabè. Selon Monsieur OUOBA, la diaspora du Niger suit de près l'actualité au pays et suite aux attaques terroristes du 15 janvier 2016 et celles perpétrées aux frontières, les

Burkinabè du Niger manifestent leur solidarité aux familles des différentes victimes de ces attaques. Le président de l'ABN a aussi émis des doléances auprès du Président du Faso. Il s'agit de l'acceptation de la carte d'identité consulaire par la police nigérienne et la suppression des tracasseries policières sur la route, la reprise des missions consulaires, la réfection de la route Ouagadougou-Niamey en sa partie burkinabè, le vote des Burkinabè de l'étranger, l'érection du consulat général du Burkina à Niamey en ambassade.

Prenant à son tour la parole, l'ambassadeur du Burkina au Mali avec compétence sur la Guinée Conakry et le Niger, le Général Kodjo LOUGUE a indiqué que les Burkinabè au Niger sont estimés à huit cent mille personnes et sont la plupart des fonctionnaires internationaux, des travailleurs du

secteur informel, des petits commerçants, des religieux, des élèves, des étudiants, etc. L'Ambassadeur LOUGUE a également transmis une préoccupation : le consulat bénéficie d'un terrain depuis 4 ans mais est toujours en location.

Avant de répondre aux préoccupations de ses compatriotes vivant au Niger, le Président du Faso les a d'abord remerciés pour l'initiative prise de louer une salle pour le rencontrer dès qu'ils ont appris sa venue à Niamey. Pour le Président KABORE, cela témoigne du dynamisme de leur association.

Roch Marc Christian KABORE a ensuite fait part aux Burkinabè du Niger, l'état de la situation nationale au pays. « Grace à l'action des Burkinabè de l'intérieur et de l'extérieur, nous sommes sortis d'une Transition

**Suite page 8.**



## Activités du gouvernement

### Suite page 7.

pour parvenir à une vie constitutionnelle normale. Cette situation depuis lors se stabilise », a confié le chef de l'Etat.

Il a expliqué être parvenu au pouvoir dans un contexte difficile et avec des problèmes divers dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau potable, du développement et de modernisation de l'agriculture et de l'élevage, de l'énergie, des infrastructures.

Sur le plan politique, le Président du Faso a informé ses compatriotes du Niger, de la mise en place d'une Commission constitutionnelle qui doit permettre de passer à une V<sup>e</sup> République qui doit « fermer » toutes les « portes » des insuffisances de la IV<sup>e</sup> République.

Il a également fait part de la mise en place du Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité nationale (HCRUN) qui doit travailler sur 5000 dossiers de 1960 à nos jours. Le chef de l'Etat a aussi évoqué tous les dossiers en cours d'instruction dont celui du putsch manqué et de l'insurrection populaire et son souhait est que ces différents dossiers soient jugés avant la fin de l'année. Toujours sur le plan politique, le Président du Faso a fait cas des élections municipales qui ont été émaillées par des violences avec mort d'hommes. Une situation que le

chef de l'Etat a déplorée et condamnée car pour lui, les conseils municipaux sont des espaces pour unir les efforts pour le développement. La récurrente question des Koglwéogo est également revenue et le Président du Faso a réitéré sa volonté de voir ces groupes d'auto défense agir en conformité avec les lois de la République.

Le Président du Faso a évoqué sa récente rencontre avec le chef de file de l'opposition et la décision de se rencontrer tous les 6 mois pour parler des questions d'intérêt national.

Sur le plan de la relance économique, le Président KABORE a fait part du paiement de la dette intérieure et de la mise en œuvre du Programme national de développement économique et social (PNDES). Selon le Président du Faso, ce programme a besoin d'un financement de 2000 milliards de FCFA par an.

Répondant aux préoccupations des compatriotes et sur le plan des contrôles sur les axes routiers, le Président du Faso a reconnu qu'ils sont normaux au regard du contexte actuel marqué par une grande insécurité. Au sujet de la réhabilitation de la route Koupéla-frontière du Niger, les financements sont trouvés. Quant au vote des Burkinabè de l'étranger, le chef de l'Etat a indiqué que cela n'est plus un objet de débat car c'est un engagement pris de

faire voter les Burkinabè de l'étranger en 2020

Le ministre des Affaires étrangères de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur, Monsieur Alpha BARRY a promis plaider pour que la carte d'identité consulaire soit reconnue. Au sujet de l'érection du consulat du Burkina au Niger en ambassade, le ministre BARRY a indiqué qu'il n'y a pas de raison que cela ne soit pas possible au regard des relations qui existent entre les deux pays. Au sujet du vote des Burkinabè de l'étranger, le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur, chargé de la Coopération régionale et des Burkinabè de l'Extérieur a exhorté les Burkinabè de la diaspora du Niger à s'impliquer pour la réussite du processus en s'inscrivant massivement sur les listes électorales.

A l'issue de la rencontre, le chef de l'Etat a invité ses compatriotes à toujours être des ambassadeurs du Burkina dans leur pays d'accueil et toujours véhiculer des valeurs de solidarité d'honnêteté, de travail, de discipline qui ont toujours caractérisé les Burkinabè.

La Direction de la Communication de la  
Présidence du Faso

### Les conseils de la semaine par la Gendarmerie Nationale



Le rétroviseur est un outil fort précieux pour notre sécurité sur la route. Pour un dépassement ou pour changer de direction il est indispensable.

Ensuite, lorsque vous rentrez chez vous, n'hésitez pas à y jeter régulièrement un coup d'oeil (notamment au début et vers la fin de votre trajet). Vous saurez si une personne suspecte vous suit ou non.

☐ **Attention** ☐: ne vous précipitez pas vers votre domicile une fois que vous pensez être suivi. Cherchez plutôt un endroit public pour vous arrêter (observer vos poursuivants et alerter les Forces de l'ordre) ou à un Commissariat de Police ou une Brigade de Gendarmerie.





## Activités du gouvernement

# Roch Marc Christian KABORE fait le point de sa participation au 3eme sommet du Conseil de l'Entente

Région du Centre



Le Président Roch Marc Christian KABORE face à la presse à sa descente d'avion.

**Le Président du Faso, S.E.M. Roch Marc Christian KABORE est rentré de Niamey le lundi 11 juillet 2016 où il a pris part au 3e sommet du Conseil de l'Entente. A l'aéroport international de Ouagadougou, il a dressé un bilan de sa participation à cette rencontre.**

« Nous avons participé pour la première fois à cette rencontre et nous avons écouté le rapport des missions du Secrétaire exécutif du Conseil de l'Entente qui a montré la régularisation de cet organisme qui pendant longtemps a végété. Donc il s'est agi non seulement de faire le point de la nouvelle gouvernance qui a été mise en place au niveau du Conseil de l'Entente, mais également de constater tout l'effort qui a été fait par le Secrétariat exécutif pour pouvoir faire rentrer les arriérées que les Etats avaient. Aujourd'hui, en termes de trésorerie, le Conseil de l'Entente ressort avec plus de 4 milliards sur la base des recouvrements qui ont été faits par les Etats et d'ici à l'année prochaine, la plupart des Etats auront régularisé leur situation vis-à-vis du Conseil de l'Entente », a indiqué le Président du

Faso.

Roch Marc Christian KABORE dit avoir profité de l'occasion pour « saluer le Conseil de l'Entente pour tout ce qu'il a fait au moment de l'insurrection et au moment également de l'organisation des élections au Burkina Faso et de témoigner encore la reconnaissance du peuple burkinabè vis-à-vis de cette institution ».

Sur les sujets ayant faits l'objet de débat, le Président du Faso a donné les précisions suivantes : « Nous avons discuté de la coopération au plan politique et nous avons arrêté un certain nombre d'indices qui doivent nous permettre de faire le point aussi bien sur la gouvernance que sur la sécurité. D'abord nous avons adopté l'indice Ibrahim pour la gouvernance en Afrique et il s'agit donc de pouvoir apprécier la gouvernance politique dans la sous-région. Nous avons également adopté l'indice Mo Ibrahim pour faire le point de la situation sécuritaire dans la sous-région. Cela va nous permettre de comparer entre les différents pays l'état de la sécurité que nous pouvons avoir. Nous avons décidé enfin que les

ministres chargés de la sécurité et des frontières doivent se réunir une fois par an pour faire le point, mutualiser nos informations et nos moyens de travail en matière de lutte contre le terrorisme.

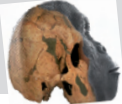
Au niveau de la coopération au plan économique, trois indicateurs ont été également retenus : l'indice de développement humain, le Doing business et enfin l'indicateur de Gini qui permet d'apprécier les inégalités qui existent dans chaque pays.

Nous avons estimé qu'il était important que l'ensemble de ces indices et de ces indicateurs nous permettent régulièrement de faire le point du progrès que nous avons au niveau du Conseil de l'Entente », a indiqué Roch Marc Christian KABORE.

Le sommet a également été l'occasion de renouveler les organes de l'organisation. « Le Secrétaire exécutif a été reconduit pour un mandat de 5 ans, le secrétaire exécutif adjoint a été changé parce que son mandat est terminé, et enfin nous avons porté le Président Faure GNASSINGBE à la présidence de notre institution pour l'année en cours », a-t-il expliqué.

Enfin, le Président du Faso s'est félicité du fait que « le sommet s'est déroulé dans une certaine efficacité parce que les documents étaient vraiment bien préparés ». Le Conseil de l'Entente est « une vieille organisation qui veut se revigorer, qui apprend à mettre en place des instruments de bonne gouvernance tant au plan économique, politique que sécuritaire », a-t-il ajouté.

**La Direction de la Communication de la  
Présidence du Faso**



### **Avis de recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police**

COMMUNIQUE N°2016-0023/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Le public Burkinabè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police au profit de la Police Nationale.

#### **I. Des conditions de participation**

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de vingt-trois (23) ans au moins et de trente (30) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires d'un diplôme de Maîtrise ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Commissaires de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;

une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme de Maîtrise ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieu de réception : École Nationale de Police.

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

#### **II. De l'administration des épreuves**

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites et orale d'admissibilité.

1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

2. La phase d'épreuves écrite et orale d'admissibilité consiste en :

Un test de niveau comprenant :

– une épreuve de dissertation sur un sujet de culture générale, notée sur 20, durée 3 heures, coefficient 2 ;

– une épreuve pratique d'informatique, notée sur 20, coefficient 1.

une épreuve orale sur un sujet de culture générale devant un jury, notée sur 20, coefficient 2.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives de présélection sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée, quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés que seuls les cents (100) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront retenus pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

#### **III. Dispositions diverses**

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées.

Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'Académie de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité de Commissaires de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

**Ouagadougou, le 27 juin 2016**

**Pour le Ministre d'Etat et par délégation,**

**Le Secrétaire Général**

**Abdoulaye OUEDRAOGO**

**Officier de l'Ordre National**

### **Avis de recrutement de mille cinq cent (1500) élèves Assistants de Police dont soixante-quinze (75) de sexe féminin**

COMMUNIQUE N°2016-0024/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Le public Burkinabè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de mille cinq cent (1500) élèves Assistants de Police dont soixante-quinze (75) de sexe féminin, au profit de la Police Nationale.

#### **I. Des conditions de participation**

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de dix-huit (18) ans au moins et de vingt-cinq (25) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires du Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEP) ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Assistants de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;

une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme du BEPC ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieux de réception : École Nationale de Police, Stade du 4 Août et stade Dr Issoufou Joseph Conombo (ex stade municipal de Ouagadougou).

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

#### **II. De l'administration des épreuves**

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites d'admissibilité.

1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

2. Les épreuves écrites d'admissibilité consistent en un test de niveau qui comprend :

une épreuve de rédaction notée sur 20, durée une (01) heure, coefficient 2 ;

une épreuve d'étude de texte notée sur 20, durée deux (02) heures, coefficient 3.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés, que seuls les cinq mille (5000) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront retenus pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

#### **III. Dispositions diverses**

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées.

Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'École Nationale de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité d'Assistants de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

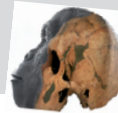
**Ouagadougou, le 27 juin 2016**

**Pour le Ministre d'Etat et par délégation,**

**Le Secrétaire Général**

**Abdoulaye OUEDRAOGO**

**Officier de l'Ordre National**



## Jobs Campus



### Avis de recrutement

**Poste: UN RESPONSABLE DE DEPARTEMENT FINANCE – HAÏTI**

**Description**

**Contexte : Haïti, basé à Port-au-Prince**

**Durée du contrat : 12 mois, dès que possible**

**Objectif général du poste**

Sous la supervision du Directeur Pays, vous garantissez la bonne gestion des fonds ainsi que sa transparence en assurant la gestion comptable et financière de la mission dans le respect du cadre de gestion ACF et de la législation locale.

**Principales responsabilités**

Vous contribuerez à la définition de la stratégie de la mission

Vous garantirez la tenue comptable de la mission

Vous garantirez la gestion de la trésorerie sur la mission

Vous garantirez la gestion budgétaire et financière

Vous promouvrez et assurerez la collaboration et la coordination financière et budgétaire avec les partenaires de la mission

Vous préviendrez et gérerez les situations de fraude et de corruption

Vous encadrerez et accompagnerez les équipes finance en capitale

Correspondez-vous au profil que nous recherchons ?

De formation supérieure en finance, école de commerce

ou équivalent, vous justifiez de deux ans d'expériences professionnelles sur une fonction de gestion administrative et financière sur le terrain pour une ONG humanitaire.

Votre maîtrise des outils de gestion et finance (dont maîtrise du logiciel SAGA) et d'analyse financière sont reconnues. Vous maîtriser le pilotage budgétaire et avez de bonnes connaissances des procédures bailleurs. Vos capacités à former et à faire monter en compétences et en responsabilités les membres de vos équipes sont démontrées. Vous êtes capable de vous adapter à des interlocuteurs de niveaux différents et savez porter des décisions difficiles auprès de vos équipes.

Excellente maîtrise du français à l'oral comme à l'écrit. Maîtrise du créole serait un plus.

Une formation et/ou une expérience en Ressources Humaines serait un plus.

Ville Port au Prince

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Economie, Finance, Administration

Localisation(s) géographique(s) Amérique latine, Haïti

Contrat CDD

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/1891/Un-Responsable-De-Dpartement-Finance-HF/>

Date de fin de validité 31/08/2016



### Avis de recrutement

**Poste:Chargé de Formation (H/F) – CDD – Nantes/Angers**

**Description**

Nous rêvons de faire émerger une génération de citoyens plus solidaires et plus tolérants.

Nous, plus que rêver, nous agissons !

Depuis 1995, Unis-Cité association pionnière et spécialisée dans le Service Civique, a déjà accompagné près de 15.000 jeunes, dans la diversité, sur des missions d'intérêt général : environnement, culture, éducation, entrepreneuriat social, lutte contre l'exclusion... Une expérience solidaire et humaine qui les marque à vie, qui nous marque aussi et qui nous pousse à innover et à aller encore plus loin. Nos 3 mots d'ordre : esprit d'équipe, professionnalisme et enthousiasme.

Le Service Civique est en train de se développer et nous recherchons aujourd'hui ceux qui demain vont nous aider à accompagner encore plus de jeunes, sur de nouveaux territoires, sur de nouvelles missions. Et là, c'est à vous de jouer ! Rejoignez-nous.

Dans le cadre d'une création de poste, Unis-Cité recrute un(e) Chargé(e) de formation à Angers / Nantes (F/H)

**MISSIONS**

Sous la responsabilité du Directeur Territorial, vous aurez comme missions de :

Coordonner et animer des journées de formations citoyennes auprès des volontaires Unis Cité sur sa zone d'action

Constituer, animer et fidéliser un réseau d'intervenants en s'appuyant sur les ressources locales

Etre ressource, en lien avec les autres chargés de formation, sur les modules du Projet d'avenir

Promouvoir et animer des formations de volontaires auprès d'autres structures.

**PROFIL**

Vous justifiez d'une expérience minimum de 3 ans dans l'animation et la conception de formation

**Suite page 12.**



## Jobs Campus

### Suite page 11.

Ouvert(e) au monde associatif, vous êtes prêt(e) à vous investir dans un projet en constante évolution  
Capacité d'adaptation, d'autonomie et de rigueur.  
Qualités relationnelles, organisationnelles et pédagogiques

### CONDITIONS

Temps plein

Poste basé à ANGERS ou NANTES. Déplacements fréquents dans les régions Bretagne – Pays de la Loire

Date de prise de poste : début septembre 2016

Le permis de conduire serait un plus

Ville Nantes/Angers

Fonctions Animation, Formation, Autre

Activités Animation, Formation, Education, Autre

Localisation(s) géographique(s) Europe, France

Contrat CDD

Durée du contrat

12 mois

Salaire / Indemnité

Rémunération : 1800 € bruts mensuel pour 12 mois + tickets restaurants + mutuelle

Documents à envoyer

Merci d'envoyer votre CV et lettre de motivation par mail sous la référence « RECRUTEMENT CF UC BREPDL »

Email de la personne contact recrutement.brepdl@uniscite.fr

**Date de fin de validité**

**31/07/2016**



### Avis de recrutement

#### Poste: Lebanon – An Area Coordinator in Saïda

#### Description

Première Urgence Internationale (PUI) is a non-governmental, non-profit, non-political and non-religious international aid organization. Our teams are committed to supporting civilians' victims of marginalization and exclusion, or hit by natural disasters, wars and economic collapses, by answering their fundamental needs. Our aim is to provide emergency relief to uprooted people in order to help them recover their dignity and regain self-sufficiency. The association leads in average 190 projects by year in the following sectors of intervention: food security, health, nutrition, construction and rehabilitation of infrastructures, water, sanitation, hygiene and economic recovery. PUI is providing assistance to around 5 million people in 20 countries – in Africa, Asia, Middle East, Eastern Europe and France.

Find out about our history and values

#### Humanitarian situation and needs:

Since the outbreak of the Syrian crisis in April 2011, according to UN estimations, 6.6 million people have been internally displaced, while 4.8 million refugees have been registered in the neighboring countries as of June 2016. Lebanon is the second host country for Syrian refugees with over 1.049 million refugees registered as of March 2016 for an overall population of less than 4.5 million (representing more than 23% of the population). Prior to this crisis, Lebanon was already hosting half a million Palestinian refugees; the pressure on the Lebanese government and local population is very high.

In April 2015, the United Nations Security Council decla-

red that the international community has to help Lebanon in its efforts to host more than 1 million refugees from neighboring Syria. Since the beginning of March 2015, the government of Lebanon, through the General Security Directorate, is enforcing entry regularization among refugees entering from Syria. The Lebanese government has also asked the UNHCR to temporary stop the registration process, hence new refugees and new born babies cannot be registered anymore and refugees that arrived after the 5th of January 2015 have been deregistered (around 11,319 individuals).

While Palestinian refugees are settled in camps, there are no official camps for Syrian refugees in Lebanon. On a case by case basis, the government may authorize the establishment of formal tented settlements (FTS). However, Syrian refugees are mainly settled in small shelter units (SSU), collective shelters (CS) or informal settlements (IS). The spillover of the Syrian crisis into Lebanon compounded pre-existing vulnerabilities among the Lebanese society. Refugee populations have in many cases settled in areas inhabited by impoverished and vulnerable Lebanese communities further stretching limited or non-existent sources of income and public services at the local level. This situation will place an increased economic strain on the families, and in addition to the expected decrease in basic assistance due to low funding levels, an escalation in negative coping mechanisms (such as begging, child labor, child marriages, sexual services for food/accommodation, petty crime, etc.) might be witnessed.

**Suite page 13.**



## Jobs Campus

### Suite page 12.

Our action in the field:

Since 2012, PUI has been actively involved in the Lebanon emergency response to the Syrian crisis with presence in the North (Akkar), Mount Lebanon and South (Saïda) of Lebanon.

In 2016/2017, PUI's strategy in the country is based on two programmatic axes:

Humanitarian Assistance Program: to provide a protection-based humanitarian assistance and services for the most vulnerable refugees and host communities affected by the Syrian crisis;

Resilience Program: to reinforce the self-resilience and resilience of the affected communities through the development and strengthening of community-based structures.

As part of our activities in Lebanon, we are looking for an Area Coordinator in Saïda.

The Field Coordinator is responsible for the proper functioning of the project site, and proper implementation of programs developed on that site.

Safety: In collaboration with the security coordinator and with the support of the base security manager, He/She is responsible for the safety of the site.

Program: He/She is accountable for an adequate definition and efficient implementation of the projects. S/he ensures the coordination between the Support teams (Admin and log), the Project quality Coordinator and the Project Implementation Coordinator in order to timely and qualitatively guarantee that the objectives and results of the projects are reached. S/He preventively identifies issues, gaps and delays that may impede the correct implementation of the projects and proposes mitigation plan to the HoM.

Human Resources: He/She supervises all the teams at the site, composed of national and international staff.

Logistical, administrative and financial support: He/She oversees the logistical, administrative and financial components of the base for the purpose of program implementation, and ensures compliance with the relevant procedures, with substantive support from the Logistics Coordinator (LOGCO), and the Administrative and General Administrator (GA) of the mission.

Representation: He/She represents PUI with the stakeholders (such as donors, authorities, International/Local NGOs).

Coordination: He/She centralizes and disseminates information from/to the site, and consolidates the internal and external reporting activities implemented in his/her field

of operations before submitting them to the Head of mission.

Assessment/ Strategy: He/She participates in strategy development and proposes new interventions in function of needs identified in his/her field of operations.

Do not hesitate to look at the job description below for all the details you need.

To stay up to date with our new job offers, join our Facebook group My Job In The Field.

Ville Saïda

### Expérience

Training:

MA/S or equivalent in social science, program management, international development preferred.

Professional Experiences:

At least 3 years of experience in projects development/ implementation (1M€ yearly budget);

Extensive training skills and experience building national staff capacity;

Strong experience in Budget/Finance Management (cost-efficiency)

Experience working with a variety of donors;

Experience with qualitative and quantitative data collection and analysis methodologies required;

Knowledge and Skills:

Project Management skills

Team Management

Ability to represent PUI as per the recommendations of the HoM and ensure an efficient and proactive coordination with other actors.

Software:

Pack Office

Other (to be specified)

Langues parlées

English is Mandatory

French and or Arabic Kurdish are a plus.

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction

Activités Autre, Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines

**Localisation(s) géographique(s) Moyen Orient, Liban**

**Contrat:CDD**

**Durée du contrat**

Employed with a Fixed-Term Contract – 12 months

Monthly Gross Income: from 2 970 up to 3 300 Euros depending on the experience in International Solidarity + 50 Euros per semester seniority with PUI

Salaire / Indemnité

Cost covered: Round-trip transportation to and from home / mission, visas, vaccines...

**Suite page 14.**

## Jobs Campus

### Suite page 13.

Insurance including medical coverage and complementary healthcare, 24/24 assistance and repatriation  
Housing in collective accommodation  
Daily living Expenses (« Per diem ») of 600 Euros  
Break Policy : 5 working days at 3 and 9 months + break allowance  
Paid Leaves Policy : 5 weeks of paid leaves per year + return ticket every 6 months  
Documents à envoyer

Please, send your application (Resume and Cover letter) to the address below with the following subject : «AreaCo-Saida-Lebanon».

Nom de la personne contact

Jean-Christophe Ouedraogo, Human Resources Officer for Expatriates

Email de la personne contact [recrutement@premiere-urgence.org](mailto:recrutement@premiere-urgence.org)

Date de fin de validité 31/08/2016



### Avis de recrutement

**Poste: Appui au réseau des bénévoles et à l'organisation d'événements**

#### Description

Vision du Monde, membre du réseau international World Vision, est une ONG de solidarité internationale experte en développement depuis 65 ans.

Intervenant dans près de 100 pays, nous sommes la première ONG de parrainage d'enfants au monde. Nous agissons auprès des enfants et de leurs communautés afin qu'ils aient accès à l'eau, à l'alimentation, à la santé et à l'éducation.

Sous l'autorité de la Chargée des événements et du réseau des bénévoles, le volontaire devra assurer l'accompagnement régulier du réseau des bénévoles ainsi que promouvoir et organiser des événements de collecte de fonds et

de notoriété.

**Ville: Paris**

**Fonctions: Communication**

**Activités: Animation, Formation, Education, Informatique, Communication, Social**

**Localisation(s) géographique(s): Europe, France**

**Contrat: Volontariat / service civique**

**Nom de la personne contact**

**Camille Bussière de Nercy**

Email de la personne contact [c.bussiere@visiondu-monde.fr](mailto:c.bussiere@visiondu-monde.fr)

Postuler en ligne: <http://www.service-civique.gouv.fr/missions/appui-au-reseau-des-benevoles-et-a-l-organisation-d-evenements>

Date de fin de validité 22/08/2016



### Avis de recrutement

**Poste: Un Responsable de département Finance – Tchad**

#### Description

Pays : Tchad basé à N'Djaména

Durée du contrat \*\*: 1 an à pourvoir ASAP\*\*

Le rôle : Garantir la bonne gestion des fonds et sa transparence en assurant la gestion comptable et financière de la mission dans le respect du cadre de gestion ACF et de la législation locale. Plus précisément vous serez en charge de :

Contribuer à la définition de la stratégie de la mission : cadre budgétaire, mise à disposition des informations financières et budgétaires aux autres départements, élaboration de la partie financière et budgétaire des proposals et des rapports bailleurs

Garantir la bonne tenue comptable de la mission : diffusion et contrôle des procédures comptables sur la mission, transmission des liasses comptables, contrôle des caisses et des banques, réalisation de la clôture annuelle

Garantir la gestion de trésorerie sur la mission : définition et diffusion des procédures de cash management, contrôle

de la disponibilité et de la sécurité des liquidités, anticipation des risques de trésorerie

Garantir la gestion budgétaire et financière : diffusion et contrôle des règles financières des bailleurs, élaboration du budget annuel, animation budgétaire de la mission, suivi des risques financiers

Promouvoir et assurer la collaboration et la coordination financière et budgétaire avec les partenaires de la mission : participation au processus de sélection des partenaires, de la validation des aspects financiers et budgétaires des conventions et accords de partenariat, capitalisation des pratiques innovantes

Encadrer et accompagner l'équipe Finance : management quotidien de l'équipe, évaluation de la performance, développement des compétences, créer, organiser et animer des formations Prévenir et gérer les situations de fraude et de corruption.

De formation supérieure en finance/gestion, vous justifiez au minimum d'un an d'expérience professionnelle professionnelle sur une fonction de coordination

**Suite page 16.**



*Des questions de la recherche*

*Des questions des Universités*

*Des questions des Ecoles*

*Des questions d'Actualité*

*Des questions d'emplois*

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien*

*en version numérique à télécharger.*

#### ADRESSES UTILES

##### Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47  
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45  
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11  
SONABEL: 25 30 61 00  
Aéroport: 25 30 65 15  
Police secours: 25 30 71 00  
Gendarmerie: 25 31 33 40

##### Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18  
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44  
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11  
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30  
Aéroport: 20 97 00 70  
Burkina secours: 20 97 01 43  
Police secours: 17  
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

## Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02  
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

Site web:

[www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

Publications semestrielles et quotidiennes

#### Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

#### Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

#### Directeur de publication

Siaka GOW

#### Directrice des rédactions

Eliane Bayala

#### Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélvendé Hervé Roamba

#### Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Po0da

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

#### Correspondants pays

#### Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

#### Distribution

Téléchargeable sur:

[www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

#### Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

#### Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



## Jobs Campus

### Suite page 14.

administrative et financière sur le terrain pour une ONG humanitaire ou d'une expérience d'au moins 3 ans dans le privé.

Votre maîtrise des outils de gestion et finance (dont maîtrise du logiciel SAGA) et d'analyse financière sont reconnues, ainsi que votre excellente capacité de montage financier.

Vos capacités à former et à faire monter en compétences et en responsabilités les membres de vos équipes sont démontrées. Vous avez de bonnes connaissances des procédures bailleurs (ECHO, DevCo, OFDA et DFID)

Excellente maîtrise du français à l'oral comme à l'écrit. Maîtrise de l'anglais à l'oral comme à l'écrit souhaitée.

Conditions :

Rémunération de 1805 à 2305€ bruts mensuels selon expérience

Prise en charge du transport, des frais de bouche et d'hygiène, hébergement individuel ou collectif, mutuelle 5 semaines de congés payés et 20 JRTT par an  
Formation d'1 à 2 semaines assurée à Paris avant le départ

Ville Ndjamena

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Economie, Finance, Administration

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Tchad

Contrat CDD

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/1923/Un-Responsable-de-Dpartement-Finance-HF/>

Date de fin de validité 31/08/2016



**Collaborons** pour **bouter** le **grand banditisme** et le **terrorisme** de notre pays

**Une Force Humaine !**